



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session
Point 18 de l'ordre du jour provisoire*
Développement durable

L'entrepreneuriat au service du développement durable

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport présente l'examen des progrès réalisés dans l'application de la résolution [77/160](#) de l'Assemblée générale sur l'entrepreneuriat au service du développement durable depuis son adoption, en décembre 2022. Il a été établi par la CNUCED, à partir des contributions de nombreuses entités des Nations Unies, telles que les commissions régionales, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation internationale pour les migrations, le Centre du commerce international, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale du tourisme.

Le rapport donne un aperçu des problèmes et des transformations auxquels doivent faire face les entrepreneurs et entrepreneuses, ainsi que les microentreprises et petites et moyennes entreprises en raison des chocs sociaux et économiques actuels et des défis géopolitiques. Il met en lumière les meilleures pratiques et les mesures prises pour soutenir ces entreprises aux niveaux national, régional et international. L'accent est mis, en particulier, sur la nécessité d'élaborer des politiques et des stratégies cohérentes dans le cadre d'une démarche multipartite. Le rapport examine aussi les effets de l'accélération de la transformation numérique, de l'urgence de la transition énergétique et des solutions aux crises environnementales et climatiques, ainsi que du développement des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales, pour les entrepreneurs et les microentreprises et petites et moyennes entreprises. Il présente également une vue d'ensemble des meilleures pratiques et mesures de soutien à l'entrepreneuriat, et souligne le rôle de celui-ci dans la réalisation des objectifs de développement durable.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Par l'adoption de la résolution 77/160 sur l'entrepreneuriat au service du développement durable en décembre 2022, l'Assemblée générale a pris acte de l'importance des entrepreneurs et entrepreneuses, ainsi que des microentreprises et petites et moyennes entreprises, qui comptent pour environ 90 % des entreprises et plus de deux tiers des emplois dans le monde¹. Malgré ces pourcentages élevés, leur productivité représente environ un tiers de celle des grandes entreprises².

2. L'Assemblée générale s'est déclarée consciente de l'importante contribution que l'entrepreneuriat apportait au développement durable en créant des emplois, en faisant la promotion du travail décent, en stimulant la croissance économique inclusive et l'innovation, en améliorant les conditions sociales et en contribuant à remédier aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans sa résolution, elle a insisté sur la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat de façon globale et intégrée et d'associer toutes les parties concernées, et demandé aux organes et organismes compétents du système des Nations Unies de continuer d'intégrer l'entrepreneuriat sous ses différentes formes dans leurs politiques, leurs programmes et leurs rapports. Cette résolution demeure particulièrement pertinente à ce jour pour ce qui est d'orienter les politiques et les mesures adoptées en matière d'entrepreneuriat et de développement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. De plus, il est souligné dans le Pacte de Bridgetown [voir TD/541/Add.2, par. 127 r)], adopté lors de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qu'il importe de continuer de soutenir le développement des entreprises de ce type et des start-up.

3. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des progrès accomplis, suivie de recommandations concrètes, en particulier pour ce qui est de renforcer le rôle joué par l'entrepreneuriat, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et d'améliorer leur résilience en cette période d'incertitude, de crises et de troubles, et au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La section II passe en revue les difficultés et les possibilités que les entrepreneurs, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises rencontrent dans un monde en transformation. La section III traite de la nécessité de mener des politiques cohérentes. La section IV couvre les mesures concrètes et les nouvelles initiatives ainsi que les meilleures pratiques permettant de promouvoir l'entrepreneuriat. La section V décrit le développement des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales. Le rapport donne en conclusion un ensemble de suggestions, pour examen.

II. Les entrepreneurs, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises dans un monde en pleine transformation

4. Depuis 2022, le monde continue de se remettre de la pandémie de COVID-19, dans un contexte de crises et de perturbations continues, qui s'enchaînent et affectent la plupart des économies. L'économie mondiale a été durement touchée par plusieurs chocs importants, tels que les tensions géopolitiques, la hausse des coûts de l'énergie et du transport, l'inflation élevée, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et l'aggravation des effets des changements climatiques. Si les entrepreneurs et les microentreprises et petites et moyennes entreprises continuent de faire face aux défis

¹ Voir <https://www.ilo.org/fr/topics/micro-small-and-medium-enterprises>.

² Ibid.

susmentionnés après la pandémie, les progrès de l'intelligence artificielle ainsi que la nécessité d'accélérer la transition énergétique et de trouver des solutions efficaces et durables aux crises environnementales et climatiques, créent des opportunités.

5. Pendant la pandémie, un certain nombre d'entreprises ont pu bénéficier de dispositifs d'appui mis en place par les banques centrales et les gouvernements pour maintenir les économies à flot³. Les mesures prises ont peut-être sauvé nombre d'entre elles qui se trouvaient au bord de la faillite, mais ces mesures ont été en grande partie abandonnées⁴. Être en activité coûte de plus en plus cher, les marges bénéficiaires ont diminué et les entreprises continuent à lutter pour survivre⁵. Cette situation affecte les petites entreprises, en particulier celles qui n'ont pas encore retrouvé leurs revenus d'avant la pandémie et sont plus fragiles⁶.

6. La souplesse et la résilience se sont imposées comme deux caractéristiques essentielles qui aident les entreprises à survivre et à maintenir leur croissance dans le contexte de chocs, de l'incertitude persistante⁷ et de l'évolution des modes de consommation vers le commerce numérique et la durabilité. Comme suite à ces perturbations, on a mis l'accent sur la capacité de s'adapter à un environnement commercial volatil et d'adopter une transformation à long terme par l'association de la transition numérique, de l'investissement dans les talents et de la création d'écosystèmes commerciaux capables de réagir plus rapidement aux transformations^{8,9}. Les entreprises ayant intégré ces éléments dans leurs stratégies de croissance à long terme, comme celles qui ont adopté des systèmes numériques pour les commandes, les paiements et les services financiers¹⁰, se sont trouvées en meilleure position face aux perturbations actuelles.

7. L'accès au financement est un aspect crucial pour toutes les entreprises à tous les stades de leur développement, mais il est particulièrement important pour la création de nouvelles entreprises. Il s'agit de l'un des principaux obstacles auxquels se heurtent de nombreux futurs entrepreneurs et entrepreneuses, et il a été exacerbé par la forte augmentation des coûts d'emprunt et des conditions de prêt plus strictes. Parmi les entreprises en phase de démarrage ou naissantes, celles qui ont un potentiel de croissance élevé fondé sur l'innovation et la technologie et sont communément appelées « start-up » nécessitent des investissements importants pour leur développement et leur expansion. Souvent perçues comme des entreprises à haut risque et dépourvues de garanties adéquates, les start-up qui utilisent des technologies ou des modèles économiques innovants ont besoin de sources de financement différentes¹¹. Alors que les banques numériques et les plateformes alternatives de financement en ligne contribuent à l'offre de produits et de services plus innovants, utiles pour atteindre les entrepreneurs mal desservis, des cadres d'appui solides

³ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Financing SMEs and entrepreneurs 2022: An OECD scoreboard* (Paris, 2022).

⁴ Global Entrepreneurship Monitor, *GEM 2023/2024 Global report: 25 Years and growing* (Londres, 2024).

⁵ OCDE, *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2023* (Paris, 2023).

⁶ Centre du commerce international, *Small Businesses in Fragility: From Survival to Growth* (Genève, 2023).

⁷ Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, *Reducing Risks and Building Resilience of SMEs to Disasters* (Genève, 2020).

⁸ OCDE, « *Looking for the new normal 2.0* » (Paris, 2023).

⁹ OCDE, *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2023*.

¹⁰ Robert Cull et autres, « Digital payments and the COVID-19 shock: the role of preexisting conditions in banking, infrastructure, human capabilities, and digital regulation », Policy Research Working Paper 10603 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2023).

¹¹ Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, « Global innovation tracker: what is the current state of innovation? ». Consultable à l'adresse <https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo-pub-2000-2023-section1-en-global-innovation-tracker-global-innovation-index-2023.pdf>.

comprenant l'accès à des modalités de financement diversifiées sont nécessaires pour favoriser la croissance des start-up innovantes¹².

8. La pandémie a intensifié la transformation numérique, entraînant des modifications importantes des comportements et une augmentation de l'utilisation des applications numériques dans différents domaines. La préparation au numérique avant la pandémie s'est avérée cruciale pour les entreprises, en améliorant leur résilience et leur capacité de tirer parti des possibilités numériques, et en stimulant l'innovation et la croissance. La transition numérique comporte des avantages et des risques qui sont étroitement liés, ainsi que des compromis complexes. Elle favorise l'innovation et la croissance, mais elle peut aussi entraîner une concentration du marché et une diminution de la concurrence¹³.

9. L'intelligence artificielle et d'autres technologies d'avant-garde contribuent à créer un environnement évoluant vite, dans lequel les entreprises doivent s'adapter rapidement pour rester compétitives. Alors qu'une adoption inégale des technologies, en particulier de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et de la robotique, a suscité des inquiétudes quant à la perturbation des emplois dans tous les secteurs¹⁴, le déploiement équitable de ces technologies a un potentiel énorme pour ce qui est d'accroître les capacités et la productivité des entrepreneurs et des petites entreprises s'ils sont correctement soutenus. Par conséquent, pour en tirer pleinement parti, il faut investir massivement dans la technologie, les capacités d'innovation, la connectivité, les compétences et les infrastructures dans toutes les régions¹⁵. De nombreuses économies avancées réalisent déjà des investissements importants dans le développement de l'intelligence artificielle en raison de son potentiel de stimulation de l'innovation à grande échelle¹⁶ et de croissance de la productivité. Dans certains cas, cela passe par des stratégies nationales prévoyant le renforcement des compétences des entrepreneurs ainsi que des partenariats multipartites aux fins de la mise en place d'écosystèmes numériques inclusifs. Les pays en développement sont à la traîne dans ce domaine et sont plus souvent relégués au rôle de simples fournisseurs de données¹⁷.

10. L'innovation est au cœur des activités des entreprises orientées vers la croissance, qui s'efforcent d'améliorer leurs produits ou leurs processus de production, d'explorer de nouveaux marchés ou de consolider leurs méthodes d'organisation afin d'obtenir un avantage concurrentiel¹⁸. Les entreprises qui bénéficient d'écosystèmes de l'innovation capables de combler efficacement les écarts entre le gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire et les instituts de recherche grâce à des mécanismes efficaces de partage des connaissances et de mise en réseau sont en mesure de se développer aux niveaux régional et mondial grâce à des partenariats stratégiques¹⁹. Malgré les incertitudes économiques et géopolitiques

¹² Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Empresas emergentes (start-ups) en América Latina y el Caribe: una primera aproximación a su identificación y características* (Santiago, 2024).

¹³ Groupe de la Banque mondiale, *Digital Progress and Trends Report 2023* (Washington, D.C., 2024).

¹⁴ Mauro Cazzaniga et autres, « Gen-AI: Artificial intelligence and the future of work », International Monetary Fund Staff Discussion Note SDN/2024/001 (Washington, D.C., 2024).

¹⁵ Voir Organisation internationale du Travail, document publié sous la cote GB.350/HL/1(Rev.1).

¹⁶ Les demandes de brevet dans le domaine de l'intelligence artificielle ont augmenté de 718 % entre 2016 et 2022, et ce marché devrait atteindre 191 milliards de dollars d'ici 2024. Voir OMPI, document publié sous la cote WIPO/IP/CONV/GE/2/22/3.

¹⁷ CNUCED, *Technology and Innovation Report 2023: Opening Green Windows* (New York, 2023).

¹⁸ Easwaramoorthy Rangaswamy et autres, « A study on entrepreneurial innovation among entities in Singapore », *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, vol. 13, article n° 10, 5 février 2024).

¹⁹ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Policies to Promote Private Sector Engagement in Science, Technology and Innovation* (2024).

mondiales, de nombreux pays continuent de maintenir des écosystèmes de l'innovation solides²⁰. Ils adaptent leurs politiques pour favoriser la créativité et les progrès technologiques et encouragent une croissance inclusive de l'innovation, par exemple en investissant dans l'éducation, en encourageant l'entrepreneuriat, en améliorant l'infrastructure numérique et en créant des cadres réglementaires favorables²¹.

11. La nécessité de décarboniser les industries et de les rendre plus durables offre aux entreprises des possibilités de mettre en place des systèmes de production, des produits et des services écologiques et socialement responsables. Les questions d'environnement, de société et de gouvernance incitent les entreprises à intégrer les principes de durabilité dans leurs modèles économiques. Actuellement, quatre entrepreneurs sur cinq dans le monde prennent en compte la durabilité sociale et environnementale dans les décisions liées à leur activité²².

12. Grâce à l'innovation verte, les pays en développement peuvent contribuer à l'atténuation des changements climatiques et réduire la pauvreté en exploitant des capacités technologiques croissantes. Les cadres politiques qui encouragent la recherche, le développement et l'adaptation des technologies d'avant-garde aux besoins locaux, comme les systèmes d'énergie renouvelable et l'agriculture durable, nécessitent des partenariats public-privé solides qui peuvent catalyser les investissements et stimuler l'innovation dans les secteurs verts essentiels²³. Il est tout aussi important de renforcer les systèmes d'éducation et de formation professionnelle afin de doter les entreprises et leur main-d'œuvre des compétences nécessaires au déploiement et à la gestion des technologies avancées²⁴.

13. La transformation verte et la transformation numérique se déroulent en parallèle, et les entreprises doivent en profiter. De nombreuses entreprises adoptent une double approche de la transition dans laquelle la transformation numérique et la durabilité se renforcent mutuellement, ce qui peut débloquent des opportunités pour la technologie et les données à l'appui des objectifs de développement durable²⁵. Les entreprises numériques, grâce à leur approche commerciale innovante des problèmes sociaux ou environnementaux, sont devenues des moteurs importants de la décarbonisation dans l'ensemble des secteurs et ont augmenté l'inclusion des groupes vulnérables et des populations locales dans la main-d'œuvre en démocratisant l'accès aux services numériques. De plus, les barrières géographiques qui limitaient autrefois l'accès des petites entreprises au marché ont été réduites. Les plateformes de commerce électronique et les technologies numériques ont fait de l'accès au marché mondial en temps réel une réalité pour les consommateurs comme pour les producteurs, et ont permis d'augmenter la productivité²⁶.

14. Pour réaliser le Programme 2030 et le faire correspondre avec les objectifs climatiques, on a mené récemment un ensemble d'évolutions clés à l'échelle internationale, qui ont conduit à une forte poussée pour que la publication d'informations sur la durabilité cesse d'être volontaire et devienne obligatoire. Les

²⁰ Comité exécutif de la technologie, « Bonnes pratiques et enseignements tirés dans le cadre de l'établissement et de la mise en œuvre de systèmes nationaux d'innovation – Résumé à l'intention des décideurs politiques » (Bonn, 2023).

²¹ Soumitra Dutta et autres, éditeurs, *Global Innovation Index 2023: Innovation in the Face of Uncertainty*, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, (Genève, 2023).

²² Global Entrepreneurship Monitor, *GEM 2023/2024 Global report*.

²³ CNUCED, *Technology and Innovation Report 2023*.

²⁴ OIT, *Greening TVET and Skills Development: A Practical Guidance Tool* (Genève, 2022).

²⁵ CNUCED, « Twin transition for global value chains: green and digital », note d'orientation n° 111, juillet 2023.

²⁶ Maarten Smeets, éditeur, *Adapting to the Digital Trade Era: Challenges and Opportunities*, Organisation mondiale du commerce (Genève, 2021).

normes internationales et les mesures politiques liées à la publication d'informations sur la durabilité ont principalement été axées sur les grandes entreprises et les institutions financières, mais elles ont aussi modifié de manière significative l'environnement opérationnel des microentreprises et petites et moyennes entreprises dans les économies développées et en développement, en raison de leurs effets de contagion de plus en plus importants. Par conséquent, les gouvernements doivent sensibiliser, renforcer les capacités et promouvoir des normes adaptées à la taille des petites et moyennes entreprises afin que celles-ci restent compétitives et continuent d'avoir accès aux chaînes de valeur mondiales.

15. Le secteur non structuré de l'économie représente environ 2 milliards de personnes et a continué de croître : sa part est passée de 47 % de l'emploi total en 2021 à 58 % en 2023²⁷. Les entrepreneurs de ce secteur ont été touchés de manière disproportionnée par la pandémie et n'ont pas encore réussi à rebondir, en particulier dans les pays en développement dans lesquels la situation économique est difficile²⁸. Ces entrepreneurs sont très présents dans le secteur des services, ont une épargne réduite ou inexistante, et souffrent d'un accès limité aux filets de protection sociale et d'un accès insuffisant aux informations liées aux dispositifs d'appui prévus par les gouvernements pour les entreprises. Leur rétablissement et leur niveau de résilience pourraient grandement bénéficier des interventions gouvernementales grâce, entre autres, aux incitations à l'intégration dans le secteur formel au moyen d'une approche sectorielle, d'un accès à la formation entrepreneuriale, d'une formation et d'outils de culture financière et d'habileté numérique, d'informations réglementaires facilement accessibles, et de réseaux d'entreprises.

16. La réduction des disparités fondées sur le genre en matière d'entrepreneuriat est essentielle, car l'exclusion des femmes de la main-d'œuvre pourrait entraîner une perte de 30 % du produit intérieur brut d'un pays, selon les estimations²⁹. Les entrepreneuses contribuent de manière significative aux économies nationales et aux revenus des ménages, mais elles se heurtent à des obstacles tels que les contraintes sociales et le manque de temps dû à la place disproportionnée qu'occupent les soins dans le milieu de vie et les responsabilités domestiques³⁰. Ces obstacles sont souvent liés aux lois qui restreignent les droits des femmes, aux attitudes socioculturelles, à l'absence de possibilités d'intégrer des réseaux et aux préjugés liés au genre^{31, 32}. Parmi les principales difficultés rencontrées par les entrepreneuses, on peut citer l'accès au financement et le manque d'accès aux programmes de développement des compétences. Les gouvernements peuvent promouvoir l'entrepreneuriat des femmes en soutenant leurs entreprises dans le cadre d'événements de mise en réseau, de programmes d'éducation, de formation et de mentorat adaptés, en investissant dans l'économie des services à la personne, en informant sur les possibilités de financement et en luttant contre les préjugés et stéréotypes par une sensibilisation aux modèles de réussite féminins. L'adoption de modalités de financement non traditionnelles utilisées par les start-up de technologie financière et les plateformes

²⁷ OIT, « Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2024 » (Genève, 2024).

²⁸ Global Entrepreneurship Monitor, *Global Entrepreneurship Monitor 2022/2023 Global Report: Adapting to a "New Normal"* (Londres, 2023).

²⁹ CNUCED, *Women in Business: Building Purpose-driven Enterprises amid Crises* (New York, 2022).

³⁰ Voir <https://www.worldbank.org/en/topic/gender/publication/female-entrepreneurship-resource-point-introduction-and-module-1-why-gender-matters> (en anglais).

³¹ « Women's self-employment and entrepreneurship activities » in *The Missing Entrepreneurs 2023: Policies for Inclusive Entrepreneurship and Self-Employment*, OCDE (Publications de l'OCDE, Paris, 2023).

³² OCDE, *Joining Forces for Gender Equality: What Is Holding Us Back?* (Publications de l'OCDE, Paris, 2023).

de financement participatif, ainsi que la dématérialisation des activités peuvent aussi contribuer à réduire les disparités fondées sur le genre.

17. Le chômage des jeunes demeure élevé : la moyenne est de 13 % au niveau mondial contre 4 % pour les adultes en 2023, l’Afrique et certaines parties de l’Asie étant particulièrement touchées³³. En raison de leur manque d’expérience, d’antécédents financiers et de relations, il est particulièrement difficile pour les jeunes entrepreneurs et entrepreneuses d’accéder au financement et aux réseaux commerciaux. Un système réglementaire adéquat comportant des programmes et des outils qui peuvent être mis à disposition dans les domaines de la finance et de l’éducation, ainsi que l’accès à l’innovation, aux institutions de recherche, aux incubateurs et aux accélérateurs qui répondent à leurs besoins peuvent changer la donne, en permettant aux jeunes de créer des entreprises durables.

18. Lors de la table ronde ministérielle sur les entreprises organisée dans le cadre du Forum mondial de l’investissement de la CNUCED en 2023³⁴, les difficultés susmentionnées ont été mises en avant, notamment le sous-développement des écosystèmes entrepreneuriaux et de l’éducation à l’entrepreneuriat, les environnements d’activité difficiles et l’accès restreint au financement, en particulier pour les entrepreneurs et les microentreprises et petites et moyennes entreprises. Les ministres ont défini des priorités essentielles pour le développement des entreprises, notamment : a) l’intégration des microentreprises dans le secteur formel ; b) l’investissement dans des secteurs clés aux fins de l’appui à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone ; c) le renforcement des liens entre les investissements étrangers et les économies locales, aux fins de l’intégration des microentreprises et petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur mondiales ; d) l’optimisation de la contribution apportée par l’entrepreneuriat au développement économique et social des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables ; e) la création d’emplois décents et de qualité ; f) la promotion de l’entrepreneuriat social et durable. L’importance des travaux menés par la CNUCED sur l’entrepreneuriat au service du développement a été soulignée, notamment les orientations qu’elle a données en matière de stratégies nationales pour l’entrepreneuriat, ainsi que son Programme de développement de l’esprit d’entreprise (Empretec) et son Programme de facilitation des affaires.

III. Élaborer et mettre en œuvre de stratégies nationales cohérentes en matière d’entrepreneuriat

19. Une approche pangouvernementale, caractérisée par un solide engagement au niveau ministériel et par la coordination des différents ministères, en partenariat avec le secteur privé et d’autres parties prenantes de la société civile, demeure souhaitable lors de la conception, de la mise en œuvre et de l’examen d’une stratégie nationale en faveur de l’entrepreneuriat. Il est tout aussi important qu’elle s’inscrive dans le cadre d’un plan national de développement économique.

20. Le Cadre directeur pour l’entrepreneuriat de la CNUCED³⁵ peut être utile dans l’optimisation du cadre réglementaire, le renforcement de la formation à l’entrepreneuriat et le développement des capacités connexes, la facilitation de l’échange de technologies et de l’innovation, l’amélioration de l’accès au financement, et la promotion des activités d’information et de réseautage.

³³ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde*.

³⁴ La table ronde ministérielle sur les entreprises du Forum mondial de l’investissement s’est tenue le 18 octobre 2023 à Abou Dhabi.

³⁵ Voir www.unctad.org/topic/enterprise-development/entrepreneurship-policy-hub (en anglais).

21. Le Cadre directeur pour l'entrepreneuriat a été récemment utilisé par les Seychelles : elles ont adopté leur stratégie nationale pour l'entrepreneuriat en 2022, après avoir reçu le soutien de la CNUCED et grâce à un processus dirigé par un groupe de travail national multipartite. Leur objectif est de créer un écosystème entrepreneurial résilient et fondé sur les savoirs, qui réponde aux besoins des entrepreneurs et entrepreneuses et comble les lacunes qui entravent leurs progrès. Le lancement de la stratégie a coïncidé avec l'inauguration de l'incubateur d'entreprises et d'innovation du pays, ce qui témoigne de la volonté de mettre en œuvre des mesures destinées à nourrir, soutenir et développer les entreprises. L'Angola a aussi bénéficié de l'assistance de la CNUCED, notamment du Cadre directeur pour l'entrepreneuriat, l'objectif étant de diversifier son économie et de la rendre plus compétitive à l'international³⁶. Le Gouvernement a fait des progrès significatifs dans la mise au jour et l'examen des politiques et des interventions qui sont prioritaires aux fins de la promotion de l'entrepreneuriat. Celles-ci suivent les politiques économiques et les domaines d'intervention plus larges du pays, tels que la stratégie de développement à long terme Angola 2050 et le plan de développement national 2023-2027.

22. Pour promouvoir l'entrepreneuriat ayant un potentiel de croissance élevé et une forte composante d'innovation, un nouvel instrument, la loi sur les start-up, a été mis en place dans de nombreux pays. Il s'agit d'un cadre réglementaire comportant des lignes directrices et des incitations pour les entrepreneurs et entrepreneuses ayant des modèles économiques innovants. À ce jour, une dizaine de pays ont adopté une telle législation, les derniers en date étant l'Espagne, le Nigéria, le Portugal et la République démocratique du Congo³⁷. Plusieurs gouvernements, en particulier en Afrique, utilisent de plus en plus ces lois comme outil pour concevoir des mesures visant à soutenir la création et la croissance des start-up en fournissant des incitations particulières, en simplifiant les processus bureaucratiques et en centralisant les responsabilités³⁸. Plusieurs pays ont entamé le processus d'adoption de telles lois, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Rwanda et le Togo³⁹.

23. En 2023, le Portugal a adopté une loi sur les start-up⁴⁰ qui définit les nouveaux concepts juridiques des start-up et des entreprises de croissance (scale-up) et crée pour elles un nouveau cadre qui comprend des incitations fiscales pour la recherche, ainsi que des actions et des options sur titres visant à stimuler l'activité des start-up et à attirer les talents et le financement. La loi est l'initiative la plus récente du Gouvernement visant à faire avancer la politique de l'entrepreneuriat et la dématérialisation des activités. Elle s'appuie sur le programme Start-up Portugal, une stratégie nationale en faveur de l'entrepreneuriat qui visait, entre autres, à attirer des entrepreneurs et des talents étrangers ; à mettre en place un réseau national d'incubateurs et d'accélérateurs, un système de bons de démarrage et d'incubation et le Fundo 200M⁴¹ ; à promouvoir le co-investissement avec des investisseurs providentiels et des fonds de capital-innovation. Grâce à ces différents éléments, sept licornes ont vu le jour dans le pays⁴².

³⁶ CNUCED, « Angola entrepreneurship strategy review » (2024).

³⁷ Innovation for Policy Foundation, *Benchmarking Small Business Acts and Startup Acts* (2023) et Loi n° 21/2023 adoptée par l'Assemblée de la République du Portugal, disponible à l'adresse <https://files.diariodarepublica.pt/1s/2023/05/10100/0000200009.pdf> (en portugais).

³⁸ Voir Tom Hancock, « Policy deep dive: startup acts », Global Entrepreneurship Network, 29 septembre 2023.

³⁹ Innovation for Policy Foundation, *Benchmarking Small Business Acts and Startup Acts*.

⁴⁰ Voir www.startupportugal.com/startup-status/ (en anglais).

⁴¹ Voir www.bpfomento.pt/pt/institucional/fundos-sob-gestao/fundo-de-coinvestimento-200m/ (en portugais).

⁴² Voir International Trade Administration, « Portugal: country commercial guide. Information and communications technology » à l'adresse <https://www.trade.gov/country-commercial->

24. Les gouvernements ont aussi fait porter leurs efforts sur des plans visant à renforcer l'intégration entre les politiques en matière de technologie, d'innovation et d'entrepreneuriat. Par exemple, en 2023, un programme national d'innovation et document stratégique 2023-2032⁴³ a été lancé aux Philippines, ce qui constitue un effort manifeste pour connecter les écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Cette initiative, associée à la semaine nationale de l'entrepreneuriat, sensibilise à l'esprit d'entreprise, et cible particulièrement les jeunes, et encourage les initiatives et l'innovation. Elle s'appuie sur Filipinnovation, la feuille de route pour l'innovation et l'entrepreneuriat inclusifs aux Philippines⁴⁴ et sur la loi n° 11337 qui porte sur les start-up innovantes⁴⁵. Un autre exemple peut être trouvé au Royaume des Pays-Bas où, en 2022, cinq objectifs ont été élaborés pour accélérer la transformation numérique des petites et moyennes entreprises, accroître les compétences liées au numérique et à l'innovation et le nombre de marchés en ligne en bon état de fonctionnement, construire une infrastructure numérique solide et renforcer la cybersécurité. L'objectif du pays est que 95 % des entreprises soient numérisées d'ici 2030⁴⁶. Il cherche aussi à instaurer un accord technologique national multipartite afin de donner la priorité aux technologies stratégiques sur lesquelles les entreprises peuvent se concentrer, et à améliorer le climat d'investissement entourant le développement de ces technologies afin de créer plus d'emplois et de contribuer à la création de revenus à l'avenir⁴⁷. Au Brésil, comme suite à la création du Ministère de l'entrepreneuriat, des microentreprises et des petites entreprises en 2023⁴⁸ et à l'instauration de la politique nationale pour le développement des microentreprises et petites entreprises en avril 2024⁴⁹, l'accent a été mis sur le rôle des entrepreneurs et de l'innovation dans le développement durable du pays. La politique nationale présente des objectifs et des lignes directrices axés sur la durabilité environnementale, l'impact sociétal positif et le recours à l'innovation et aux technologies.

25. Pour faciliter la mise en œuvre des stratégies nationales en faveur de l'entrepreneuriat, les organisations internationales ont aidé les gouvernements à le promouvoir dans des secteurs économiques particuliers et à favoriser l'inclusion de groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les migrants. Par exemple, avec l'assistance technique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Sri Lanka a lancé sa stratégie de promotion des entreprises inclusives et durables visant à réaliser les objectifs de développement durable. Cette stratégie met l'accent sur la collaboration entre le Gouvernement et le secteur privé

[guides/portugal-information-and-communications-technology](#) (en anglais, dernière date de publication, 25 janvier 2024). Une « licorne » est une jeune entreprise privée dont la valeur est supérieure à 1 milliard de dollars. Elles se caractérisent généralement par une croissance rapide due à des modèles de fonctionnement innovants ou à des technologies qui bouleversent les secteurs existants.

⁴³ Secrétariat du Conseil national de l'innovation des Philippines, *National Innovation Agenda and Strategy Document (NIASD) 2023-2032* (Manille, 2023).

⁴⁴ Ministère du commerce et de l'industrie des Philippines, « The Philippine Inclusive Filipinnovation and Entrepreneurship Roadmap: Bridging the Gaps, Setting the Milestones », notes d'orientation, série n° 2018-07, octobre 2018.

⁴⁵ Voir la loi n° 11337, disponible à l'adresse www.dict.gov.ph/ra-11337/ (en anglais) et ses règles et règlements d'application, disponibles à l'adresse www.ecommerce.dti.gov.ph/wp-content/uploads/2020/11/IRR-of-RA-11337-Innovative-Startup-Act.pdf (en anglais).

⁴⁶ Voir www.rijksoverheid.nl/actueel/nieuws/2023/10/24/meer-mkb-ers-benutten-digitalisering-toegang-tot-gigabitinternet-verbeterd (en néerlandais).

⁴⁷ Voir www.mkb.nl/nieuws/nationale-technologiestrategie-belangrijk-voor-versterken-verdienvermogen (en néerlandais).

⁴⁸ Voir www.gov.br/inep/pt-br (en portugais).

⁴⁹ Voir le décret n° 11.993 du 10 avril 2024, disponible à l'adresse www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/2024/decreto-11993-10-abril-2024-795487-publicacaooriginal-171507-pe.html (en portugais).

dans le cadre de réformes politiques, l'objectif étant de renforcer l'inclusion. Il s'agit d'offrir des opportunités aux populations marginalisées et de veiller à ce que les avantages économiques profitent aux femmes, aux jeunes et aux autres populations vulnérables⁵⁰.

26. En Équateur, dans le cadre du programme mondial conjoint de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur les migrations au service du développement durable, on a collaboré avec des gouvernements locaux pour renforcer leur capacité d'intégrer les questions de migration dans leur planification du développement. L'accent a été mis sur le développement durable au moyen de l'emploi et de l'inclusion socioéconomique. En développant les capacités d'entrepreneuriat et en créant des espaces de commerce en ligne, des banques d'emplois municipales en ligne et des espaces de coworking, le programme a amélioré l'accès à l'emploi rémunéré et aux opportunités de travail décent pour les migrants, les jeunes et la population locale⁵¹.

27. Au Sénégal, dans le cadre du programme sur les migrations au service du développement, on a instauré un modèle de coordination qui joue le rôle d'une pépinière d'entreprises, encourageant les migrants de retour à investir dans le développement rural afin d'améliorer les moyens de subsistance des populations et de donner des moyens d'action aux femmes. Les autorités régionales, nationales et locales, la société civile, les institutions impliquées dans la promotion de l'emploi, la diaspora et les entités des Nations Unies ont collaboré sur ce projet dans l'intérêt des entreprises locales. Ce soutien a permis d'augmenter les revenus des petits producteurs de denrées alimentaires et de renforcer la capacité de production alimentaire locale⁵².

28. L'Organisation mondiale du tourisme a apporté son soutien à l'Arabie saoudite, au Chili, à la Colombie, au Maroc et au Panama, à l'appui des stratégies d'entrepreneuriat dans le secteur du tourisme grâce à des initiatives ciblées qui visent à résoudre les problèmes locaux et font la promotion de l'innovation et du tourisme durable.

IV. Faire la promotion des entrepreneurs et des microentreprises et petites et moyennes entreprises pour un développement durable

29. Les petites entreprises jouent un rôle crucial en relevant les défis sociaux et économiques que rencontrent les populations, en restant proches des clients et en s'adaptant rapidement à l'évolution du marché⁵³. Nombre d'entre elles favorisent aussi l'innovation en développant de nouveaux produits et services. Compte tenu de leur potentiel de forte croissance, de gains de productivité et d'emplois de qualité⁵⁴, les petites entreprises sont essentielles à la réalisation des objectifs de développement durable sur le terrain. Les écosystèmes de soutien sont indispensables aux fins de l'optimisation de la capacité des petites entreprises de réaliser les objectifs de

⁵⁰ Conseil du développement durable du Sri Lanka, « Strategy to promote inclusive and sustainable businesses to achieve the Sustainable Development Goals in Sri Lanka » (2024). Disponible à l'adresse suivante : www.sdc.gov.lk/sites/default/files/2024-02/ISB%20Strategy.pdf (en anglais).

⁵¹ Voir www.migration4development.org/fr/sur-nos-programmes/%C3%A9quateur.

⁵² Voir <https://migration4development.org/fr/sur-nos-programmes/s%C3%A9n%C3%A9gal>.

⁵³ CNUCED, La nouvelle frontière de l'entrepreneuriat : L'expansion urbaine, le terrain de jeu d'un entrepreneur (2022).

⁵⁴ OCDE, « Mesurer la création d'emplois par les start-ups et les jeunes entreprises », disponible à l'adresse www.oecd.org/fr/about/projects/measuring-job-creation-by-start-ups-and-young-firms.html.

développement durable tout en se développant de manière durable. Seuls ou avec le soutien d'entités et d'organes des Nations Unies, les gouvernements ont pris des mesures concrètes et lancé de nouvelles initiatives pour créer et développer des écosystèmes.

30. L'une de ces initiatives est le Programme de développement de l'esprit d'entreprise de la CNUCED, qui renforce les capacités des entrepreneurs de créer et de développer des entreprises souples et résilientes au moyen d'ateliers de développement des compétences et de la mise en réseau⁵⁵. En 2022 et 2023, 1 650 ateliers de formation ont été organisés dans 42 pays en développement et pays les moins avancés ; ils étaient animés par des formateurs certifiés, eux-mêmes entrepreneurs. Le Programme a récemment été élargi grâce au lancement de l'initiative Square for Global Goals⁵⁶, une nouvelle plateforme d'apprentissage et de mise en réseau destinée aux fondateurs de start-up grâce à laquelle ils ont accès à des services de soutien continu aux fins de l'expansion de leurs entreprises, tels que le mentorat, l'expertise sectorielle et l'échange de bonnes pratiques.

31. Exploitant la transition numérique et le pouvoir de transformation de l'économie numérique, le Centre du commerce international (ITC) a soutenu des écosystèmes technologiques au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Mali, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et en Zambie, grâce au projet FastTrackTech⁵⁷. Le projet a permis de doter les start-up de compétences numériques et managériales et de faciliter la création, la croissance et l'exportation des activités avec l'aide de centres technologiques locaux, de sociétés de capital-risque et d'investisseurs.

32. Afin d'inspirer les jeunes entrepreneurs et de renforcer leurs compétences, le Centre de technologie de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a encouragé la création de services d'aide aux entreprises dans toute la région arabe grâce à de nombreuses initiatives, telles que la création de centres d'innovation et de connaissances, qui constituent des pôles d'entrepreneuriat, de développement des entreprises et de mise à l'échelle. La CESAO a aussi lancé la plateforme d'aide numérique pour la région arabe (Digital Enabling Platform for the Arab Region), sur laquelle on peut trouver des outils de formation et des cartes des possibilités de développement pour les entrepreneurs, des formations à l'intention des formateurs et des concours régionaux d'entrepreneuriat⁵⁸ ; cette plateforme a contribué à propulser la transformation numérique grâce à une deuxième cohorte du programme d'accélération du commerce électronique organisée en décembre 2022⁵⁹.

33. Il est prouvé que les regroupements géographiques d'entreprises peuvent favoriser la création d'un écosystème compétitif⁶⁰. Dans ce contexte, une plateforme régionale a été créée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin de créer des synergies et de promouvoir les regroupements⁶¹, en soutenant les initiatives visant à regrouper des entrepreneurs ; de proposer des cours destinés aux gestionnaires de ces regroupements et aux personnes pilotant les initiatives ; de créer des réseaux de praticiens pour renforcer le partage des connaissances ; d'encourager la recherche sur des sujets d'avant-garde, et de faire la promotion de l'information, des manifestations et des mesures conjointes, telles que

⁵⁵ Voir www.unctad.org/topic/enterprise-development/Empretec (en anglais).

⁵⁶ Voir www.unctad.org/topic/enterprise-development/Empretec/square-for-global-goals (en anglais).

⁵⁷ Voir www.intracen.org/our-work/projects/fast-tracking-digital-entrepreneurship-in-africa-phase-1 (en anglais).

⁵⁸ Voir <https://depar.unescwa.org/> (en anglais).

⁵⁹ Voir <https://coe.unescwa.org/> (en anglais).

⁶⁰ CNUCED, « La nouvelle frontière de l'entrepreneuriat ».

⁶¹ Voir <https://geo.cepal.org/dp-clusters/index.html?lang=en> (en anglais, espagnol et portugais).

les activités organisées entre les regroupements, les projets d'innovation, et l'élaboration de méthodologies et d'outils de travail.

34. La propriété intellectuelle peut contribuer aux efforts déployés en faveur de la viabilité mondiale et joue un rôle essentiel dans le développement des entreprises, la stimulation de l'innovation et la facilitation de l'accès aux capitaux⁶². L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a continué d'aider les petites et moyennes entreprises et les start-up à comprendre, à gérer et à exploiter la propriété intellectuelle, notamment grâce à son outil de diagnostic de la propriété intellectuelle⁶³ et à sa clinique de gestion de la propriété intellectuelle, qui donne accès à un mentorat personnalisé et individuel, à des conseils d'experts et à des formations⁶⁴. De 2022 à 2023, 14 cliniques ont été organisées dans 30 pays dans différents domaines, dont l'intelligence artificielle, la mode, l'agrobusiness, le secteur de la création, l'ameublement et les technologies numériques appliquées à la santé des femmes. De plus, l'OMPI a apporté son appui à un certain nombre de bureaux nationaux chargés de la propriété intellectuelle et d'institutions de soutien aux entreprises afin de renforcer l'écosystème élargi de la propriété intellectuelle, qui est essentiel pour les entrepreneurs.

35. Pour améliorer l'accès au financement, qui constitue l'un des principaux défis auxquels doivent faire face les jeunes entrepreneurs, la Mauritanie et la Tunisie ont lancé un projet en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de soutenir l'investissement agricole responsable parmi les jeunes entrepreneurs du secteur agricole, aux fins de la promotion du développement territorial et du renforcement des chaînes de valeur. Cette initiative a conduit à la création d'accélérateurs pour l'agrobusiness conçus à l'intention des jeunes entrepreneurs et a jeté les bases d'une plus grande cohérence politique entre les institutions gouvernementales travaillant sur l'entrepreneuriat et d'une plus grande importance accordée aux entreprises de ce secteur dans les écosystèmes entrepreneuriaux nationaux⁶⁵. La CNUCED promeut également l'accès au financement au moyen de ses Directives de comptabilité et d'information financière pour les petites et moyennes entreprises – Orientations pour les PME du niveau III, qui aident les petites et moyennes entreprises à élaborer des états financiers cohérents à un coût raisonnable⁶⁶.

36. Le Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises, lancé en 2022 par le Réseau des entreprises durables de la CESAP, appelle les entreprises à se décarboniser. Le réseau comprend une plateforme numérique qui met à la disposition des entreprises et des petites et moyennes entreprises un outil d'autoévaluation gratuit aidant les entreprises à évaluer leurs pratiques en matière de développement durable par rapport à des normes et à des cadres définis. Les entreprises participantes peuvent obtenir différents niveaux de reconnaissance (tels que les badges vert, argent ou or) en fonction de leur niveau d'engagement et de performance en matière de développement durable⁶⁷. De plus, la CESAP a aidé les organisations de soutien aux entreprises à promouvoir l'entrepreneuriat en lien avec les objectifs de développement durable, en appuyant par exemple l'espace d'innovation et d'incubation de la Foreign Trade University du Viet Nam dans la prise en compte des considérations relatives à

⁶² OMPI, *Mapping innovations: Patents and the United Nations Sustainable Development Goals* (2024).

⁶³ Voir www.wipo.int/fr/web/wipo-ip-diagnostics.

⁶⁴ Voir www.wipo.int/sme/en/ip-management-clinic.html (en anglais).

⁶⁵ Voir FAO, « La FAO et le Gouvernement de Mauritanie lancent un projet visant à stimuler l'investissement responsable des jeunes dans l'agriculture », 8 février 2023.

⁶⁶ Voir www.unctad.org/isar/areas-of-work (en anglais).

⁶⁷ Voir www.unescap.org/projects/gd (en anglais).

l'impact social dans son offre de services d'aide aux entreprises⁶⁸. Le soutien apporté s'inscrit dans la lignée du programme d'aide aux entreprises privées en matière de commerce durable pour la période 2022-2025 exécuté par le pays, qui vise à promouvoir des modèles économiques inclusifs et fondés sur l'économie circulaire.

37. Plusieurs initiatives ont été mises en place pour soutenir les travailleurs indépendants, dont le nombre a augmenté depuis la pandémie, et pour relever les défis liés au secteur non structuré de l'économie. La CNUCED a élaboré des portails d'information numériques et des guichets uniques électroniques grâce auxquels les entrepreneurs et entrepreneuses peuvent enregistrer facilement leurs entreprises⁶⁹. Les pays bénéficiaires ont enregistré une augmentation des taux d'inscription au registre du commerce, notamment une hausse de 500 % en Iraq, de 31 % chez les femmes au Lesotho et de 260 % chez les jeunes au Mali. Au Bénin, un tiers des inscriptions concernait les populations rurales. De plus, afin de soutenir l'inclusion financière et l'intégration dans le secteur formel, la CNUCED a continué de mettre à disposition son outil de comptabilité électronique permettant de générer des états financiers pour les microentreprises. Celles-ci ont ainsi accès au financement et à l'inclusion financière, ce qui les maintient dans l'économie formelle.

38. Dans le cadre d'une étude pilote innovante visant à soutenir l'inclusion et l'intégration dans le secteur formel au moyen de la finance inclusive, le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont créé des obligations inclusives pour les petites entreprises et le secteur informel, avec le soutien de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). L'émission bénéficie d'une garantie tripartite de l'État, des institutions financières internationales et des bénéficiaires du secteur informel. Les associations et les coopératives informelles qui ont fait preuve d'une bonne gouvernance opérationnelle et financière jouent un rôle de repérage des bénéficiaires individuels parmi leurs membres et de recouvrement des remboursements des prêts.

39. Les groupes vulnérables ont aussi bénéficié d'un soutien particulier. En partenariat avec Impact Hub Network et la CESAP, des entrepreneuses handicapées vivant au Bangladesh, au Cambodge et au Népal⁷⁰ ont eu accès à des fonds et à des ressources. Elles ont aussi bénéficié d'une aide pour la création d'une communauté de pratique régionale visant à renforcer les capacités des organisations de soutien aux entrepreneurs et entrepreneuses qui sont spécialisées dans l'aide aux personnes handicapées et la finance inclusive.

40. Plusieurs initiatives et événements ont eu lieu ; ils portaient en particulier sur l'avancement des femmes par l'entrepreneuriat et la réduction du fossé entre les genres. Au niveau mondial, l'accélérateur de l'entrepreneuriat féminin (Women's Entrepreneurship Accelerator)⁷¹, créé par six entités des Nations Unies⁷² et une entreprise du secteur privé, s'est engagé à donner des moyens d'action à 5 millions d'entrepreneuses d'ici 2030. Cet objectif sera atteint grâce à sept priorités stratégiques, telles que les achats tenant compte des questions de genre, l'entrepreneuriat dans le domaine des soins dans le milieu de vie, les entrepreneuses dans l'économie verte, le renforcement des compétences numériques pour les petites entreprises dirigées par des femmes et l'innovation tenant compte des questions de genre. L'accélérateur comprend des activités de recherche, de recommandations en

⁶⁸ Voir www.moit.gov.vn/en/news/latest-news/programme-to-support-private-firms-in-sustainable-business-development.html (en anglais).

⁶⁹ Voir www.unctad.org/topic/enterprise-development/business-facilitation (en anglais).

⁷⁰ Voir <https://kathmandu.impacthub.net/designing-gender-disability-inclusive-entrepreneur-support-towards-improved-access-to-finance/> (en anglais).

⁷¹ Voir www.we-accelerate.com/ (en anglais).

⁷² L'OIT, l'ITC, l'Union internationale des télécommunications, le PNUD, le Pacte mondial des Nations Unies et ONU-Femmes.

matière de politiques, de mise en réseau et de mentorat, de plaidoyer et de renforcement des capacités. Il a permis à 600 000 entrepreneuses de participer à 12 programmes. De plus, le réseau eTrade for Women de la CNUCED a permis à une centaine d'entrepreneuses d'assister à des classes de maître régionales sur le numérique en Afrique francophone et anglophone, en Asie et en Amérique latine⁷³.

41. La huitième édition du Prix Empretec de la femme chef d'entreprise décerné par la CNUCED s'est déroulée en 2023, et a mis en avant les réalisations de 88 finalistes de 26 pays en développement qui ont fait preuve d'innovation, de leadership et d'efficacité dans leurs entreprises⁷⁴. Cette distinction récompense les femmes qui ont mis leurs compétences entrepreneuriales au service du développement durable et de la croissance économique, incitant ainsi un plus grand nombre de femmes à faire de l'entrepreneuriat un choix de carrière et à être le fer de lance des changements culturels.

42. L'Organisation mondiale du tourisme a lancé la « Women in Tech Start-up Competition (Middle East) » (concours ciblant les femmes des start-up technologiques au Moyen-Orient) afin de donner des moyens d'actions aux entrepreneuses et de promouvoir l'égalité des genres dans le secteur du tourisme⁷⁵. Il s'agit du dernier d'une série de concours de création d'entreprises et de défis mis en place par l'organisation pour promouvoir le tourisme durable, notamment le tourisme autochtone, les projets verts et les progrès technologiques dans le secteur⁷⁶.

43. Les programmes d'études conçus à l'intention des jeunes entrepreneurs et entrepreneuses sont essentiels pour réduire le risque d'échec des entreprises dirigées par des jeunes. La Colombie⁷⁷ et l'Ouganda⁷⁸ sont des exemples de pays ayant créé des académies de start-up pour la jeunesse, afin de cibler les start-up à fort impact capables de résoudre les problèmes liés aux objectifs de développement durable, de créer des emplois et de contribuer à la société en créant des produits et des services fondés sur la technologie. Avec l'aide du Centre du commerce international, les académies visent à incuber 900 et 1 000 jeunes entrepreneurs et start-up respectivement, en s'appuyant sur les meilleures pratiques internationales tout en veillant à adapter les projets à la réalité des pays, en fournissant un soutien sur mesure aux start-up tout au long de leur cycle de vie.

44. En 2023, le fonds de développement des entreprises de l'OIM⁷⁹, qui se concentre sur la restauration de l'infrastructure économique et la revitalisation du secteur privé, a attribué un financement à 40 entreprises détenues par des migrants et des membres des populations locales. Le fonds de développement de l'OIM sur les priorités en matière de migrations⁸⁰ a soutenu l'entrepreneuriat durable, en aidant par exemple les entrepreneuses du secteur du tourisme dans les Îles Marshall, en offrant un mentorat, des activités de développement des capacités et des subventions pour les fonds de démarrage⁸¹. L'OIM a aussi apporté une aide au développement de l'entrepreneuriat

⁷³ Voir www.unctad.org/topic/ecommerce-and-digital-economy/etrade-for-women (en anglais).

⁷⁴ CNUCED, « Des femmes entrepreneurs sont à l'honneur du Forum mondial de l'investissement 2023 », 19 octobre 2023.

⁷⁵ Organisation mondiale du tourisme, « Lancement du concours d'ONU Tourisme visant les femmes des start-up technologiques au Moyen-Orient », 8 mai 2024.

⁷⁶ Depuis 2022, l'Organisation mondiale du tourisme a lancé 13 concours et défis ciblés, qui ont attiré plus de 10 000 participants de plus de 150 pays. Voir <https://www.unwto.org/fr/concours-de-startups-de-onu-tourisme>.

⁷⁷ Voir <https://intracen.org/our-work/projects/colombia-youth-startup-academy> (en anglais).

⁷⁸ Voir <https://hivecolab.org/about-us> (en anglais).

⁷⁹ Voir <https://edf.iom.int/> (en anglais).

⁸⁰ Voir www.iom.int/fr/fonds-de-loim-pour-le-developpement.

⁸¹ Fonds de développement de l'OIM, « Aō Kapijuknen, the Marshall Islands' First Women-led Tourism Programme », Lettre d'information du fonds de développement de l'OIM, 25 octobre

à des migrants, notamment des femmes, au Bénin, à Cabo Verde, en Équateur, au Ghana, au Paraguay, au Togo, à Gaziantep en Türkiye, et au Viet Nam.

45. Pour renforcer les compétences des décideurs politiques et des praticiens pour ce qui est des difficultés et des avantages de l'intégration des migrants dans le monde du travail, la formation sur l'entrepreneuriat à l'intention des migrants et des réfugiés conçue par plusieurs organisations internationales continue d'être proposée en trois langues⁸².

V. Soutenir les entrepreneurs et les entreprises pour accroître leur participation aux chaînes de valeur mondiales

46. Les chaînes de valeur mondiales représentent plus de 70 % du commerce international⁸³. Elles jouent un rôle important dans le niveau de compétitivité économique d'un pays et son intégration dans le commerce international. Les petites entreprises peuvent tirer un grand profit de leur participation aux chaînes de valeur mondiales, mais un écosystème favorable aux entreprises est nécessaire, et cet élément est devenu d'autant plus important dans un monde incertain, dans lequel les chaînes d'approvisionnement sont en train d'être repensées. Un écosystème favorable leur permet de mieux accéder aux marchés, aux talents et aux réseaux financiers, et de bénéficier des retombées telles que les nouvelles technologies, le savoir-faire, l'innovation et l'adoption de normes internationales (notamment en matière d'environnement, de société et de gouvernance, et l'avancement des femmes et des jeunes)^{84, 85}. En l'absence d'un tel écosystème, les petites entreprises, en particulier celles qui se trouvent dans des pays en développement, ont tendance à participer aux chaînes de valeur dans des proportions moindres ou en tant que fournisseurs à faible valeur ajoutée des grandes entreprises⁸⁶. Les principaux défis qui les empêchent de participer aux chaînes de valeur mondiales sont les contraintes financières, et le manque de capacités opérationnelles, de compétences en matière de gestion, et d'informations sur les possibilités⁸⁷.

47. L'émergence de normes de communication des informations en matière de durabilité crée, au moyen des chaînes d'approvisionnement mondiales, des effets d'entraînement qui affectent les microentreprises et petites et moyennes entreprises, en particulier dans les économies en développement où elles devront respecter ces normes pour accéder aux marchés internationaux. Compte tenu des demandes croissantes de communication d'informations sur le développement durable par les petites et moyennes entreprises et des nombreuses difficultés qu'elles rencontrent pour satisfaire aux exigences en la matière, la CNUCED renforce les capacités de ses

2023. Disponible à l'adresse <https://medium.com/iom-development-fund-newsletter/a%C5%8D-kapjuknen-the-marshall-islands-first-women-led-tourism-programme-53af49866a0f> (en anglais).

⁸² L'atelier a été conçu par la CNUCED, l'OIM, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, sur la base du Guide politique pour l'entrepreneuriat des migrants et des réfugiés (disponible à l'adresse www.unctad.org/system/files/official-document/diae2018d2_fr.pdf) élaboré par la CNUCED, l'OIM et le HCR.

⁸³ Voir www.oecd.org/fr/themes/chaines-de-valeur-et-d-approvisionnement-mondiales.html.

⁸⁴ OCDE, *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2023*.

⁸⁵ Institut de recherche sur les chaînes de valeur mondiales de l'Université de commerce international et d'économie, Banque asiatique de développement, Institut des économies en développement de l'Organisation japonaise du commerce extérieur et OMC, *Global Value Chain Development Report 2023* (2023).

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Alessandro Nicita, « International supply networks: A portrait of global trade patterns in four sectors », UNCTAD working paper n° 3, mars 2023.

États membres en matière de rapports sur le développement durable, en fournissant concrètement des services consultatifs et des instruments d'orientation dans ce domaine, notamment via ses partenariats régionaux pour la promotion de la publication d'informations sur la durabilité^{88, 89}. Ces partenariats favorisent le soutien mutuel entre les pays dans les efforts qu'ils déploient pour élaborer des stratégies et des politiques nationales visant à : a) établir ou renforcer l'infrastructure nationale pour que les entreprises puissent préparer des rapports sur la durabilité de haute qualité ; b) augmenter le nombre de rapports sur la durabilité de haute qualité publiés par les entreprises ; c) mesurer la contribution du secteur privé à la réalisation des objectifs de développement durable ; d) promouvoir le développement d'entreprises durables.

48. On estime que les chocs liés au climat ont touché 70 % de l'économie mondiale⁹⁰, entraînant des retombées sur la résilience, la productivité et la rentabilité des petites entreprises. Étant donné que ces entreprises représentent la majorité de l'économie, il faut leur permettre de rendre leurs processus, leurs produits et leurs services plus respectueux de l'environnement pour garantir la croissance économique future et des emplois décents. Un rapport publié en 2023 par la CNUCED contient un article sur le passage d'une économie et d'une chaîne de valeur fondée sur une logique « extraire, fabriquer, jeter » à une économie et une chaîne de valeur « circulaires », ce qui nécessite une approche multipartite, un financement accru et un changement d'état d'esprit⁹¹. Des efforts visant à promouvoir la transition verte et à soutenir les petites entreprises dans cette direction peuvent être observés dans toute l'Afrique. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a lancé le projet InTex pour former des petits entrepreneurs en Afrique du Sud, au Kenya et en Tunisie afin d'introduire les principes de l'économie circulaire tout au long de la chaîne de valeur du textile, grâce à l'éco-innovation, à une démarche fondée sur le cycle de vie et à une méthode de calcul de l'empreinte écologique du produit⁹². L'ITC a élargi son programme Youth Ecopreneur, un concours mondial visant à présenter des solutions commerciales écologiques et des initiatives de restauration des terres, l'objectif étant de stimuler le potentiel des jeunes entrepreneurs écologiques et éthiques en renforçant leurs compétences et en les aidant à développer leurs entreprises⁹³.

49. L'incubateur et accélérateur d'entreprises pour les montagnes et les îles (Business Incubator and Accelerator for Mountains and Islands) est une initiative hébergée par la FAO, conçue pour renforcer la résilience des populations en encourageant l'entrepreneuriat innovant dans les chaînes de valeur agricoles et textiles⁹⁴. L'initiative a été déployée en 2023 en Éthiopie, aux Fidji, au Guatemala, au Kirghizistan, en Mongolie, au Népal, en Ouganda, au Pérou, aux Philippines et en République dominicaine : des subventions, une assistance technique et des activités de développement des capacités ont été mises à la disposition des entreprises durables situées dans des écosystèmes fragiles. Elle est axée sur l'accès aux marchés, la mise en place de systèmes de garantie pour l'agriculture biologique, l'amélioration des

⁸⁸ CNUCED, *Guidance on Core Indicators for Sustainability and SDG Impact Reporting* (Genève, 2022).

⁸⁹ Voir www.unctad.org/isar/areas-of-work/regional-partnership-in-latin-america (en anglais), www.unctad.org/fr/node/42194, et www.unctad.org/news/unctad-marks-40-years-promoting-sustainability-reporting-honours-innovation (en anglais).

⁹⁰ OIT, « How MSMEs can contribute to and benefit from a just transition », note d'orientation de l'OIT, septembre 2022.

⁹¹ CNUCED, « The new frontier in entrepreneurship, entrepreneurs riding the wave of circularity » (Genève, 2023).

⁹² Voir www.unep.org/intex (en anglais).

⁹³ Voir <https://social.yecommunity.com/page/road-to-the-awards-2024> (en anglais).

⁹⁴ Voir <https://www.fao.org/mountain-partnership/our-work/resource-mobilization/business-incubator-accelerator/en/> (en anglais).

compétences et le renforcement des réseaux. La FAO a aussi mis en place un réseau régional d'incubateurs et d'accélérateurs dans le cadre de l'Agrination Start-up Cup, qui met l'accent sur l'amélioration des environnements porteurs pour les startups qui œuvrent en faveur de systèmes alimentaires plus équitables, durables et productifs⁹⁵.

50. La transition numérique peut non seulement permettre l'accès à l'information, aux réseaux, à la technologie et aux nouveaux marchés, mais elle a aussi le potentiel de renforcer la participation des petites entreprises aux chaînes de valeur durables, en aidant à suivre la responsabilité environnementale et sociale des produits et des entreprises. À cette fin, le Département des affaires économiques et sociales a lancé des initiatives nationales de renforcement des capacités en Éthiopie et au Sri Lanka afin d'améliorer les compétences en matière de transition numérique et d'entrepreneuriat au sein des microentreprises et petites et moyennes entreprises. L'accent a été mis sur l'intégration du commerce électronique et des stratégies de marketing numérique pour faciliter une meilleure participation des femmes et des jeunes entrepreneurs aux chaînes de valeur aux niveaux local, régional et mondial^{96, 97}.

51. Parallèlement à la transition numérique, les récents progrès réalisés dans le domaine de l'intelligence artificielle générative et son déploiement plus large dans l'ensemble des secteurs peuvent considérablement améliorer la productivité, les capacités d'innovation et l'efficacité dans les chaînes de valeur mondiales⁹⁸. Les nouvelles technologies peuvent donner accès à de nouveaux marchés, clients et talents, ainsi qu'à une meilleure personnalisation des produits, ce qui peut s'avérer essentiel pour les petites entreprises et les start-up des pays en développement qui cherchent à se développer et à rivaliser avec des entreprises de plus grande envergure. La logistique intelligente est l'un des secteurs qui a connu une croissance remarquable au cours des dernières années en raison de l'adoption rapide du commerce électronique⁹⁹. Cette transformation a créé une demande de nouvelles aptitudes et compétences permettant d'exploiter les mégadonnées et les technologies émergentes afin de mieux rationaliser les opérations, de réduire les coûts et de renforcer l'avantage concurrentiel des entreprises sur le marché mondial. Pour soutenir les fondateurs de start-up de logistique intelligente en Arabie saoudite et en cohérence avec la Vision 2030 du pays, le programme Empretec¹⁰⁰ de la CNUCED a élargi son aide au renforcement des capacités des entrepreneurs grâce à un programme inclusif d'ateliers, de mentorat et de voyages d'étude.

52. Les zones économiques spéciales peuvent faciliter l'inclusion des petites entreprises dans les chaînes de valeur. En 2023, la CNUCED, en partenariat avec l'Organisation africaine des zones économiques, a publié un guide à l'intention des spécialistes afin de favoriser les relations interentreprises et les retombées au profit des petites entreprises dans et autour des 240 zones situées en Afrique au moyen de mesures, d'initiatives et de facilités¹⁰¹. Des régimes économiques et fiscaux simplifiés pour les entrepreneurs, des incitations fiscales et non fiscales, des guichets

⁹⁵ Voir Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, « FAO launches AgriNation Startup Cup for youth in agrifood systems », 27 juin 2022.

⁹⁶ Voir <https://sdgs.un.org/events/strengthening-msme-business-digitization-and-product-promotion-accelerating-progress-towards> (en anglais).

⁹⁷ Voir <https://sdgs.un.org/events/strengthening-digitization-and-entrepreneurship-skills-among-micro-small-and-medium-sized> (en anglais).

⁹⁸ Organisation des Nations unies pour le développement industriel, *Empowering SMEs through 4IR Technologies* (Vienne, 2021).

⁹⁹ CNUCED, *Review of Maritime Transport 2023: Towards a Green and Just Transition* (Genève, 2023).

¹⁰⁰ Voir <https://www.unctad.org/topic/enterprise-development/Empretec> (en anglais).

¹⁰¹ CNUCED, « Promoting MSME development and entrepreneurship in and around Special Economic Zones in Africa: a guide for practitioners » (Genève, 2023).

administratifs uniques, l'adaptation des installations physiques aux petites entreprises et la mise en relation peuvent contribuer à la création d'un tel écosystème.

53. En tirant parti de la Zone de libre-échange continentale africaine pour créer des possibilités de développement vert pour l'industrialisation, la CEA a lancé un projet visant à encourager une extraction et un traitement des matières premières respectueux de l'environnement, inclusifs et transformateurs en République démocratique du Congo et en Zambie¹⁰². L'objectif de ce projet est d'apporter de la valeur ajoutée aux ressources minérales essentielles, à encourager l'entrepreneuriat local et à développer des chaînes de valeur régionales pour la transition énergétique, en mettant en place une zone économique spéciale transfrontalière entre les deux pays, qui serait dédiée au développement de batteries et de véhicules électriques, ainsi qu'un centre d'excellence pour la recherche avancée sur les batteries¹⁰³.

54. Les faits montrent que les entrepreneuses doivent faire face à des défis plus importants en ce qui concerne l'intégration de leurs entreprises dans les chaînes de valeur¹⁰⁴. Le soutien qui leur est apporté reste insuffisant dans la plupart des économies, en particulier dans les pays émergents et les zones rurales¹⁰⁵. L'ITC, qui cherche à élargir les possibilités offertes aux femmes dans les chaînes de valeur en développant les compétences et en facilitant l'accès aux marchés mondiaux, a lancé l'initiative SheTrades. Des agricultrices et des dirigeantes de petites entreprises de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Liberia et de Sierra Leone des chaînes de valeur du cajou, du karité et du manioc ont ainsi reçu de l'aide aux fins du développement de leurs compétences techniques et de l'accès au marché¹⁰⁶. Au Soudan du Sud, 40 entrepreneuses ont été formées aux compétences entrepreneuriales et ont facilité la création de liens avec le marché en participant à des foires commerciales¹⁰⁷. Le programme d'accélération de l'initiative SheTrades conçu à l'intention des entrepreneuses des secteurs de l'habillement, des accessoires et de la décoration d'intérieur a facilité l'accès aux marchés mondiaux pour 1 300 entrepreneuses, en renforçant 44 organisations de soutien aux entreprises¹⁰⁸. De plus, l'espace virtuel d'apprentissage de l'initiative SheTrades est axé sur le développement des compétences et propose plus de 100 cours gratuits en anglais, en français et en espagnol, qui ont permis de former des femmes dans 134 pays¹⁰⁹.

55. La passation de marchés publics tenant compte des questions de genre s'est également révélée un instrument de gouvernance efficace pour intégrer les entrepreneuses dans les chaînes de valeur. Avec l'aide du programme d'ONU-Femmes sur l'accroissement des possibilités économiques pour les femmes entrepreneurs (Stimulating equal opportunities for women entrepreneurs), l'Afrique du Sud et les Émirats arabes unis ont fait la promotion de la passation de marchés publics tenant compte des questions de genre comme un levier stratégique permettant d'accélérer l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux marchés¹¹⁰. De plus,

¹⁰² CEA, « La CEA et Afreximbank signent un accord-cadre pour établir des Zones économiques spéciales pour la production de batteries et de véhicules électriques en RDC et en Zambie », 27 mars 2023.

¹⁰³ CEA, « Zambia and DRC to implement an innovative transboundary battery and electric vehicle special economic zone », 15 avril 2024.

¹⁰⁴ OCDE, *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2023*.

¹⁰⁵ Global Entrepreneurship Monitor, *GEM 2023/2024 Global Report*.

¹⁰⁶ Voir www.shetrades.com/project-sector/agriculture/ (en anglais).

¹⁰⁷ Voir www.shetrades.com/project-country/south-sudan/ (en anglais).

¹⁰⁸ Voir www.intracen.org/our-work/projects/shetrades-accelerator-programme-for-women-entrepreneurs-in-the-apparel (en anglais).

¹⁰⁹ Voir www.learn.shetrades.com.

¹¹⁰ ONU-Femmes, « Stimulating opportunities for women: UN Women South Africa hosts NAMA Women Advancement high-level mission », 8 août 2022.

ONU-Femmes a entrepris une étude comparative, couvrant 33 pays, sur l'application actuelle des mesures réglementaires et politiques qui favorisent la passation de marchés publics tenant compte des questions de genre¹¹¹, a présenté un dossier de décision en faveur de la passation de marchés publics tenant compte des questions de genre¹¹², et a élaboré un guide destiné à aider les décideurs politiques à intégrer ce sujet dans la programmation par pays¹¹³. Pour compléter ces mesures, l'organisation a mis en place une formation sur les marchés publics et les investissements à l'intention des professionnels des achats dans le cadre de l'initiative Women's Entrepreneurship Accelerator (accélérateur de l'entrepreneuriat féminin)¹¹⁴.

VI. Conclusions et suggestions à examiner

56. Le présent rapport rappelle le rôle clé que l'entrepreneuriat peut jouer dans la résolution des problèmes environnementaux et sociétaux actuels et sa contribution à la croissance économique et à la réalisation des objectifs de développement durable. Après la pandémie, les entrepreneurs et les microentreprises et petites et moyennes entreprises continuent de faire face à de multiples défis en raison des chocs récurrents, des impératifs de durabilité, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des effets des changements climatiques. Toutefois, l'évolution rapide des technologies, la nécessité d'accélérer la transition énergétique et la recherche de solutions aux crises environnementales et climatiques créent des opportunités. Dans ce contexte, il est essentiel, en particulier dans les pays en développement, de continuer à promouvoir des écosystèmes commerciaux favorables, d'élargir la panoplie de politiques et de soutenir la préparation au numérique des entrepreneurs et des microentreprises et petites et moyennes entreprises. Comme le souligne le rapport, la communauté internationale apporte une aide non négligeable dans ces domaines, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les migrants, grâce à la rationalisation des politiques et des réglementations ; à la formation aux compétences entrepreneuriales ; aux services de mentorat ; aux campagnes de sensibilisation ; aux plateformes et partenariats virtuels de réseaux d'affaires ; à l'accès au financement via des mécanismes de financement traditionnels et non traditionnels, et à l'échange de bonnes pratiques. La communauté internationale doit continuer de promouvoir l'entrepreneuriat à l'appui de l'inclusivité.

57. L'intégration dans le secteur formel fait l'objet d'une attention particulière, car elle peut accélérer la mobilisation des ressources et promouvoir une croissance économique plus inclusive. La facilitation des échanges est un élément clé de l'intégration dans le secteur formel et profite à toutes les entreprises. Le rapport souligne le rôle que les plateformes numériques peuvent jouer dans ce processus grâce aux portails d'information sur l'administration en ligne et aux guichets uniques en ligne. Ces plateformes peuvent être développées progressivement pour offrir d'autres services aux entrepreneurs, en particulier aux groupes vulnérables, ce qui renforcera la création d'entreprises. Les organisations et organes compétents du système des Nations Unies ont conçu plusieurs de ces outils. Leur développement peut être accéléré et leur mise en œuvre facilitée.

¹¹¹ ONU-Femmes, « Legal frameworks for gender-responsive procurement: a comparative review of regulatory and policy measures and international and national legal norms » (New York, 2023).

¹¹² ONU-Femmes, *Procurement's Strategic Value: Why Gender-Responsive Procurement Makes Business Sense* (New York, 2022).

¹¹³ ONU-Femmes, « Building gender-responsive procurement: lessons from research and practice » (New York, 2022).

¹¹⁴ Voir www.we-accelerate.com (en anglais).

58. Les petites et moyennes entreprises, en particulier celles qui ont accès aux chaînes d'approvisionnement internationales, doivent être en mesure d'adopter de nouvelles normes internationales en matière d'environnement, de société et de gouvernance. Le mouvement en faveur de la durabilité affectera non seulement les activités des grandes entreprises, mais aussi celles des microentreprises et petites et moyennes entreprises. Les États Membres devraient examiner les aspects pratiques de la mise en œuvre des exigences en matière de publication d'informations sur la durabilité, tels que le renforcement de l'infrastructure de communication de telles informations. La communauté internationale devrait continuer à soutenir les États Membres, en particulier les pays en développement, dans le renforcement des capacités aux fins de l'application des normes de publication d'informations sur la durabilité.

59. L'innovation verte est devenue une priorité. Les gouvernements peuvent faciliter l'adoption et la diffusion de technologies de pointe et de technologies numériques susceptibles d'accroître l'efficacité environnementale et de modifier les systèmes de production, favorisant ainsi le déploiement de solutions circulaires. L'expansion de la dématérialisation peut aussi contribuer efficacement à la transition écologique des entreprises, en permettant aux entrepreneurs d'améliorer l'efficacité environnementale grâce à l'intégration de nouvelles technologies vertes et de l'intelligence artificielle. Toutefois, des politiques et cadres réglementaires appropriés ainsi qu'une infrastructure de soutien doivent être mis en place à cette fin. La communauté internationale a un rôle à jouer pour faire en sorte que tous les pays, et les économies en développement en particulier, puissent bénéficier des possibilités offertes par ces nouvelles technologies.
